

**Communiqué de presse**

**Westmount et Côte-Saint-Luc : Privatisation de la gestion de l'eau  
Les soupçons d'*Eau Secours!* s'avèrent**

Montréal, le 4 août 2005 – La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau – *Eau Secours!* s'inquiète des suites de l'appel d'offres publié le 2 août dernier sur le site du Comité de transition de l'agglomération de Montréal, concernant « *La gestion déléguée de réseaux locaux d'aqueduc et d'égouts* » dans les villes reconstituées de Côte-Saint-Luc et Westmount.

Nous l'avions dit, lors de l'adoption de la loi 62, que le gouvernement avait l'intention de privatiser la gestion des réseaux d'aqueduc des villes. Voici donc la première occasion pour le gouvernement de s'exécuter.

C'est d'autant invraisemblable que le réseau d'aqueduc appartient déjà à la Ville de Montréal, que c'est la ville de Montréal qui fournit l'eau aux deux villes défusionnistes et qui se voit, en retour, retirer ses experts de la gestion du réseau! Nous dénonçons ce morcellement du réseau d'aqueduc et ce au nom de la sécurité et de la santé des citoyens et citoyennes.

La Coalition s'interroge aussi sur la transparence du Comité de transition et du gouvernement dans ce dossier. « *L'appel d'offres a été affiché sur le site du Comité de transition le 2 août 2005 en fin d'après midi, nous sommes seulement le 4 août.* » de souligner le président de la Coalition, André Bouthillier « *Par ailleurs, nous apprenons par les journaux que les entreprises SNC-Lavalin et Dessau-Soprin sont déjà à étudier les documents. Il semble bien que ces deux*

*firmes ont été informées à l'avance et que la ministre des Affaires municipales était déjà impliquée dans le dossier. De plus, s'il est vraie que ce contrat soit d'une durée de 2 ans : est-ce là le temps nécessaire pour former une entreprise privée qui, successivement, soumissionnera sur un contrat à plus long terme? Il est normal de s'inquiéter d'un tel processus d'appel d'offres qui relève de la loi 62. Ça commence vraiment à ressembler à un PPP. »*

Les soupçons annoncés par la coalition, lors du débat sur la loi 62 et les partenariats public-privé, étaient donc fondés. La Coalition poursuit son enquête, mais déjà il y a matière à enquête publique sur la démarche du Comité de transition. Désolante constatation.

-30-

Notes aux lecteurs et lectrices : Afin de bien comprendre la langue de bois des politiciens et politiciennes, voici quelques termes utiles à retenir.

Privatisation signifie : Transférer au secteur privé de l'économie des activités préalablement réalisées par l'État et ses représentants;

Vente d'actif, signifie : privatisation;

Partenariat public-privé, signifie : privatisation;

Impartition, signifie : privatisation;

Affermage, signifie : privatisation;

Recentrage de mission signifie : privatisation;

Allocation directe, signifie : privatisation;

Contrat clef en main, signifie : privatisation;

Désengagement, signifie : privatisation;

Gestion déléguée, signifie : privatisation;

Filialisation, signifie : privatisation;

Etc....